

Le budget

populaires du Plateau Mont-Royal qui travaillent avec les gens pour les amener à prendre leurs affaires en main.

• (1710)

Je vois le député de Laval, de l'autre côté, qui a toujours refusé, le temps où il était maire, d'avoir des logements et des coopératives d'habitation. Je comprends!

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et commentaires sont terminées. Débat.

[Traduction]

M. Les Benjamin (Regina—Lumsden): Monsieur le Président, je voudrais adresser quelques observations non seulement au gouvernement et à l'opposition officielle, mais également à mon parti.

Je voudrais tout d'abord dissiper le mythe que le NPD et, avant lui, le CCF, étaient les grands dépensiers. Nommez-moi une province, une municipalité ou un gouvernement fédéral où le NPD a fait tout un gâchis.

Une voix: L'Ontario.

M. Benjamin: Le déficit de l'Ontario dépassait 8 milliards de dollars lorsque le NPD a accédé au pouvoir dans cette province. Il l'a accru d'un milliard pour redonner du travail aux gens.

Des voix: Maintenant, le déficit est de 14 milliards.

M. Benjamin: Dans ma province, nous ne sommes pas les grands dépensiers. Ce sont les gouvernements conservateurs et libéraux d'un peu partout dans le pays qui l'étaient et qui dépensaient à tort et à travers. Laissez-moi vous dire pourquoi.

Nous devons rebâtir notre pays. Si nous voulons que les Canadiens de toutes les régions aient confiance dans leur pays, nous devons avoir des politiques de plein-emploi. Nous en avons auparavant et nous pouvons encore en avoir.

Le député qui vient de parler du secteur privé, de la petite, de la moyenne et de la grande entreprise me fait rire. Je siége à la Chambre depuis près de 24 ans. Je trouve étrange que, chaque fois que ces entreprises sont en difficulté, elles sont les premières à venir à Ottawa, et j'ai assisté à des dizaines de séances de comité, pour quémander de l'argent au gouvernement. En même temps, la Chambre de commerce et l'Association des manufacturiers nous disent: «Laissez-nous tranquilles. Ne vous ingérez pas.»

Je voudrais vous montrer ce que nous avons fait dans le passé et ce que nous pouvons encore faire. Je vais commencer par ma propre province. Elle était complètement en faillite en 1944. Personne ne voulait des bons du Trésor de la Saskatchewan. Tout notre système routier était dans un état lamentable. Nos agriculteurs devaient

beaucoup d'argent relativement à leurs grains de semence et nos municipalités étaient fortement endettées par les programmes d'aide offerts, et si on traduisait toutes ces dettes en dollars de 1991, le déficit provincial serait cinq fois plus élevé qu'il ne l'est à l'heure actuelle. À la suite de huit années de gouvernement conservateur, nous avons accumulé un déficit de 7,5 milliards de dollars pour un million de personnes.

Les experts, les économistes, la presse et même les libéraux et les conservateurs disaient pourtant que c'était impossible. Eh bien, nous ne connaissions pas d'autres moyens et nous sommes donc allés de l'avant. De 1944 à 1956, nous avons rebâti complètement notre réseau routier, et cela représente le plus grand nombre de kilomètres par personne au Canada, car notre province est toute plate et très étendue.

Nous avons triplé notre capacité de production d'électricité durant ces 12 années, et nous avons réussi à électrifier 40 000 exploitations agricoles. Nous étions en faillite et nous avons donc emprunté. À court terme, nous avons ainsi augmenté notre déficit, mais nous sommes parvenus au plein emploi. Nous avons offert des services d'égoûts et d'adduction d'eau à des centaines de localités, villes et villages dans notre province, mais il y a encore beaucoup trop de localités au Canada qui ne peuvent compter sur cela, surtout dans le Nord. Nous n'avons aucune excuse. Nous avons procédé ainsi avant que le gouvernement libéral, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, n'adopte sa politique de plein emploi, au niveau fédéral.

Bien entendu, nous avons effrayé les libéraux à la suite des élections fédérales de 1945. Ils ont fait d'excellentes choses durant ces années. Je voudrais rappeler à mes collègues que nous avons financé tout l'effort de guerre de la Seconde Guerre mondiale sans un sou d'investissement étranger. On ne cesse de dire que nous avons besoin des investissements étrangers, mais ce sont des inepties. Nous avons tout payé nous-mêmes. À la suite de la guerre, nous avons payé pour tous les travaux nécessaires, car toute l'infrastructure de notre économie et de notre nation était à rebâtir.

Après dix années de sécheresse et de dépression et six années de guerre, il fallait repartir à zéro et c'est ce que nous avons fait. Même le secteur privé désirait que le gouvernement intervienne, qu'il offre les encouragements voulus et qu'il demande à toute la nation de relever un nouveau défi.

Je me demande si les gouvernements actuels—et je me pose même la question au sujet des gouvernements néo-démocrates de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Ontario—auront l'imagination et le courage nécessaires. Nous ne sommes pas en récession. Nous l'avons été, mais il s'agit maintenant d'une dépression.